1re Année. N° 5. Août 1916.

# L'AVENIR

## Revue du Socialisme





*PRIX DU NUMÉRO :* **1 franc**

PARIS

# L'AVENIR

## Revue du Socialisme

Publiée par : Paul Aubriot, Hubert Bourgin, André Bruckère, Marcel Cachin, Pierre Dormoy, Jacques Dreyfus, Cleuet, Ernest Lafont, Gaston Lévy, Ph. Landrieu, André Morizet, Marius Moutet, Ernest Poisson, Paul Ramadier, Henri Sellier, J.-B. Séverac, François Simiand, P. Waseige.

Avec le concours et la collaboration de :

Albert-Thomas, Gr. Alexinsky, Vincent Auriol, Bidegaray, Bled, Léon Blum, Bracke, L. de Brouckère, F. Brunet, Compère-Morel, Daudé-Bancel, Dr Doizy, Doumenc, Louis Dubreuilh, Charles Dumas, Pierre Dumas, Emile Durkheim, A.-V. Eisenstadt, A. Fabra Ribas, Fiancette, Fourment, Edouard Fuster, Groussier, H. Guernut, Jules Guesde, Halbwachs, Pierre Hamp, L. Héliès, Hubert-Rouger, N. Iordansky, B. Kritchewsky, Jouhaux, P.-G. La Chesnais, Bernard Lavergne, Lebas, Emmanuel Lévy, Lévy-Bruhl, J. Locquin, A. Luquet, Marcel Mauss, Edgard Milhaud, Alfred Nast, A. Picart, G. Plekhanov, Georges Renard, Pierre Renaudel, L. Rosenthal, G. Rouanet, Th. Ruyssen, Saint-Venant, Marcel Sembat, Jean Sigg, Emile Vandervelde, Alex. Varenne, Adrien Veber, Georges Weil.

*Les collaborateurs, conservant toute leur indépendance, restent seuls responsables de leurs articles. La Revue ne saurait être engagée que par les articles signés « L'AVENIR ».*


ABONNEMENTS

France, Tunisie et Algérie { Un An : 10 Fr. | Colonies et Autres pays { Un An : 12 Fr.

Prix du Numéro : 1 Franc.

POUR TOUT CE QUI CONCERNE :

*LA RÉDACTION*

S'adresser à

J.-B. SÉVERAC

12, rue de Belzunce, PARIS (10e)

[Le délégué à la rédaction reçoit le mercredi de 4 h. à 6 h.]

*L'ADMINISTRATION*

S'adresser à

E. POISSON

139, Avenue Parmentier, PARIS (10e)

Téléphone { NORD 45-27 / NORD 48-30

tre à son service, quelque avilissement qu'elles aient subi de son fait, elles conservent les droits sacrés de l'humanité, le droit à l'existence, le droit au développement, le droit au progrès.

Loin de les condamner à périr, notre résolution leur garantit la vie en les libérant. Que l'Allemagne s'émancipe elle-même de son militarisme, qui n'aura pu la conduire qu'à la défaite, ou qu'elle reçoive de notre victoire son affranchissement, elle recouvre l'entière possession d'elle-même ; elle rentre, avec ses forces intactes, dans la société des nations.

Intacte même sa puissance militaire, qui, une fois abolie toutes les intentions, toutes les volontés, toutes les pointes d'offensive, de conquête et d'agression, se tourne à la défense exclusive de la nation, sous les garanties supérieures du droit et de la justice internationale. Intacte pour l'Allemagne, intacte pour le droit, intacte pour le monde, où l'Allemagne aura sa juste place, définie par les traités. Intacte pour la civilisation qui, désormais protégée contre les entreprises du despotisme, n'aura pas trop de toutes ses forces pour son progrès.

Voilà le but ; et quant au moyen, il n'y en a pas d'autre que notre victoire. Oui, nous voulons vaincre pour sauvegarder notre droit, pour libérer le monde, pour rétablir et pour assurer la paix. Pour cela, il faut que le militarisme allemand disparaisse. Si l'Allemagne s'identifiait avec lui, elle le suivrait dans son destin. Si elle est capable de s'en libérer, pour concourir, avec les nations qui l'auront vaincue, à l'établissement de la paix durable et des garanties du droit, cette paix et ces garanties seront pour elle comme pour le monde.

H. B.

# Les Causes économiques de la Guerre

Il y a des moments historiques qui concentrent en eux le sens de toute l'époque précédente. Ce qui apparaissait comme un fait détaché, isolé, sans liaison apparente avec d'autres faits, trouve alors subitement sa place dans l'enchaînement général des causes ; son rôle et sa place dans l'ensemble des faits deviennent clairs et évidents. La guerre a été sans doute un de ces phénomènes qui jettent comme une gerbe de lumière sur de longs enchaînements précédents de causes. L'historien futur de la guerre, en étudiant la période qui l'a précédée, verra sans doute beaucoup de faits sous un tout autre point de vue qu'ils n'apparaissaient à ceux qui l'ont vécue. L'explication théorique de ce moment de l'histoire contemporaine occupera les esprits longtemps encore après que ce moment sera passé.

Néanmoins on peut, même à l'heure actuelle, tâcher d'établir certains enchaînements de causes qui ont conduit à ce conflit grandiose des nations.

Des tentatives de ce genre seront, par la nature même du sujet, forcément incomplètes. Mais il est bien compréhensible qu'elles ne peuvent pas prétendre à donner une explication suffisante de la guerre. Leur but unique est de ranger dans un certain ordre les pierres qui serviront à construire l'édifice de l'histoire de la guerre. Le but de l'exposé que nous donnons ici est de grouper dans une certaine mesure les

*faits économiques qui précédèrent* la guerre. Celui qui a observé ces faits de près pouvait, à certains indices, deviner, sinon le moment exact où la guerre éclaterait, au moins le degré de sa préparation et la nécessité de son déchaînement. Il y a, dans le domaine des faits économiques, plusieurs séries dont la guerre a été le point culminant. Mais pour établir ces séries, il nous faudra remonter, dans notre analyse, à des faits primaires qui semblent n'avoir rien de commun avec la guerre. Il nous faudra, pas à pas, frayer notre chemin. Arrivés au terme, nous verrons l'espace parcouru et la continuité de notre effort.

Notre tâche sera strictement délimitée. Nous ne parlerons que du *côté économique* de la guerre. Tous ses autres aspects — politique, social, de droit public, moral, intellectuel — resteront en dehors de nos considérations. Celui qui sait lire le langage des chiffres verra qu'ils dissimulent souvent des rapports qu'un œil désarmé ne peut saisir.

## I

## Les Crises

Rôle prépondérant de la *production* en face de la *consommation*, et du capital constant par rapport au capital variable. Symptômes de ce phénomène. Cause fondamentale des *crises* : l'accroissement de la production des *moyens de production*. La *cherté* des objets de consommation, conséquence de l'investissement des *capitaux* dans la création des *moyens de production*.

Tolstoï, dans son *Esclavage contemporain*, parle d'un temps à venir, où les machines feront tous les travaux et où l'homme n'aura qu'à jouir de la vie. Et réellement, si nous considérons la société actuelle

sous ce point de vue, nous verrons qu'une très grande partie du travail est faite par des machines. Mais voyons-nous d'un autre côté un accroissement de jouissances, de bonheur matériel ? Celui qui a vécu la période de la soi-disant « cherté de la vie », qui a assisté aux crises industrielles de plus en plus fréquentes, qui ébranlent de haut en bas l'édifice du bien-être social, celui enfin qui a vu le déchaînement de la guerre, qui n'est, en dernière analyse, qu'un conflit d'intérêts économiques, sera bien embarrassé pour donner une réponse affirmative. Aucune période économique n'a été accompagnée d'autant de troubles, d'autant de souffrances compliquées et parfois incompréhensibles que la période du machinisme contemporain.

Et si nous prenons le mot de jouissance dans son sens vulgaire de consommation de biens matériels, il nous sera aisé de démontrer à l'aide de chiffres que, malgré la production croissante des biens, leur consommation ne progresse pas aussi rapidement.

Voici des données statistiques sur la consommation du *café* et du *sucre* dans divers pays.

CONSOMMATION MOYENNE INDIVIDUELLE DU SUCRE

(en kilogrammes)

| *Pays* | *Il y a 20 ans* | *Actuellement* |
| --- | --- | --- |
| Angleterre | 30,6 | 42 |
| France | 9,6 | 13,8 |
| Autriche | 6,5 | 15,1 |
| Italie | 2,6 | 3,1 |
| Russie | 3,8 | 7,2 |
| Etats-Unis | 21,7 | 36 |
| Allemagne | 7,7 | 18,7 |

CONSOMMATION MOYENNE INDIVIDUELLE DU CAFÉ

(en kilogrammes)

| *Pays* | *Il y a 20 ans* | *Actuellement* |
|---|---|---|
| Angleterre | 0,44 | 0,31 |
| France | 1,55 | 2,51 |
| Autriche | 0,50 | 1,02 |
| Italie | 0,59 | 0.55 |
| Etats-Unis | 3,33 | 4,44 |
| Allemagne | 2,46 | 3,03 |

Comme ces chiffres le démontrent, l'augmentation de consommation du sucre et du café est absolument et relativement minime (1). En Amérique et en Allemagne, il est vrai, elle oscille entre 11 et 14 kilogrammes de sucre dans l'espace de 20 ans, c'est-à-dire que l'augmentation est d'un peu plus d'une livre (500 gr.) par an ; mais en Italie la consommation n'a augmenté que d'une livre pour tout ce temps. Durant 20 ans, chaque Italien a augmenté sa consommation de sucre d'un demi-kilogramme, ce qui équivaut à quelques morceaux de sucre par an. Et les Italiens, qui prennent leur café aussi amer, n'ont, dans l'espace de 20 ans, ajouté à leur demi-kilogramme de café annuel que la quantité infiniment petite d'un centième de kilo de café, c'est-à-dire environ une petite tasse remplie de grains de café. Dans les mêmes 20 ans, les riches Américains ont augmenté leur consommation de café d'un kilo, et les Allemands d'un demi-kilo. Evidemment les temps où chacun de nous aura droit à une tasse de bon café parfumé et sucré après chaque repas sont encore assez éloignés.

Mais le tableau change de façon assez subite et impressionnante, si nous passons à des choses moins

(1) Maria Alberti. — *Il costo della vita i salari e le paghe a Trieste nell' ultimo quarto di secolo.*

digestives et procurant des sensations de bien-être moins immédiates que le café et le sucre : au *fer* et à la *houille*. Voici quelques chiffres :

CONSOMMATION MOYENNE INDIVIDUELLE DE LA HOUILLE

(en tonnes)

| *Pays* | *Il y a 20 ans* | *Actuellement* |
|---|---|---|
| Angleterre | 3,85 | 4,08 |
| France | 0,81 | 1,33 |
| Autriche | 0,45 | 0,835 |
| Italie | 0,08 | 0,19 |
| Russie | 0,06 | 0,15 |
| Etats-Unis | 0,955 | 3,653 |
| Allemagne | 0,185 | 3,36 |

CONSOMMATION MOYENNE INDIVIDUELLE DU FER

(en kilogrammes)

| *Pays* | *Il y a 20 ans* | *Actuellement* |
|---|---|---|
| Angleterre | 194,9 | 199,4 |
| France | 52,1 | 82,4 |
| Autriche | 11,8 | 29,6 |
| Italie | 3,9 | 6,1 |
| Russie | 8,4 | 26,1 |
| Etats-Unis | 63,7 | 321,8 |
| Allemagne | 66,0 | 168,5 |

Les proportions, comme nous voyons, changent de façon très considérable. Dans les pays dont le développement industriel a été très rapide, comme les Etats-Unis et l'Allemagne, la consommation de la houille a augmenté — en Allemagne 18 fois, aux Etats-Unis 3,8 fois. La consommation du fer, en Allemagne, 2 fois et 1/2; aux Etats-Unis, 5 fois. La consommation individuelle de ces matières a subi une aug-

mentation très considérable se mesurant par des centaines et des milliers de kilogrammes. Nous voyons donc que, si la production contemporaine est assez parcimonieuse en ce qui concerne les rations de sucre et de café, elle est prête à dresser, devant les consommateurs, des montagnes de fer et de houille.

Les chiffres que nous venons de citer nous montrent un phénomène très curieux et contradictoire de la vie économique moderne : *la production des objets de consommation est reléguée à l'arrière-plan par la production des moyens de production*. Il est vrai que les machines remplacent dans une mesure toujours croissante le travail humain ; mais au lieu d'accroître le bien-être de l'homme, elles ne font que produire d'autres générations de machines. L'intensification du processus de production, qui aboutit à la création des machines économisant le travail humain, cesse d'être un moyen pour devenir elle-même un but, et nous aboutissons à un développement complètement détaché de la base matérielle qui lui a servi de point de départ.

Ce processus, qui comporte des conséquences tragiques pour les hommes qui travaillent et consomment, s'exprime en termes économiques d'une façon fort simple : c'est la suprématie du *capital constant* sur le *capital variable* (1), des *moyens de production* sur les *objets de consommation*. Et ce processus est tellement caractéristique du capitalisme dans sa phase ascendante, qu'il se reflète dans toutes les manifestations économiques d'un pays capitaliste quelconque.

Tout d'abord, la situation critique dans laquelle se trouve *l'agriculture* des pays dont l'industrie a atteint un certain degré de développement, prouve que le

(1) Nous appellerons capital constant les moyens de production et les matières premières ; capital variable, le salaire des ouvriers.

centre de gravité de la production s'est déplacé des objets de *consommation* vers les moyens de *production*. La crise chronique de l'agriculture n'est qu'une preuve éclatante de cet antagonisme de la production.

La société retire une partie du travail qu'elle a placé dans l'agriculture, puisque la production des objets de consommation par l'agriculture n'apporte pas de profit. Par conséquent, la population agricole diminue. Selon les données du *Board of Trade*, la population agricole de l'Allemagne ne compte que 35,2 o/o, celle des États-Unis 35,8 o/o, celle de l'Angleterre 9,3 o/o de la population totale. L'Allemagne compte 68 millions d'habitants, mais son agriculture ne peut en nourrir que 48 millions (1). L'Angleterre, d'après les données du *Journal of the Royal Statistical Society* (1912), consomme des produits de l'agriculture pour 368 millions de livres sterling. De ces 368 millions, elle ne produit que pour 180 millions et importe le reste, soit 208 millions.

L'Angleterre et l'Allemagne sont les pays d'Europe dont le capitalisme est le plus développé ; mais si nous prenons la production mondiale, nous pouvons y constater les mêmes corrélations. Nous y trouvons que la production mondiale du *thé* et du *coton* a beaucoup moins augmenté, de 1900 à 1910, que celle des matières dont se fait la charpente des machines, le *fer* et le *cuivre*, et des matières que consomment les machines, la *houille* et le *pétrole*. On peut dire, sans risquer d'énoncer un paradoxe, qu'une espèce d'agriculture, dont le but est de satisfaire les *besoins de l'homme*, doit faire place à un autre genre d'exploitation de la terre, dont le but est la production des matières servant à la *construction des*

(1) Steinmann-Bücher. — *Industrie und Landwirtschaf.* (1912).

*machines* et à leur *alimentation*. La machine remplace l'homme ; ses besoins prennent la place des besoins de l'homme. C'est pourquoi les branches du travail social, dont le but est la satisfaction des besoins de l'homme, commencent à languir.

Tout ce que nous venons de dire ne se rapporte pas uniquement à l'agriculture, mais aussi aux branches de l'*industrie* qui travaillent à la satisfaction des *besoins de l'homme*. Dès que l'industrie d'un pays commence à se développer, le rôle de l'*industrie textile* commence à baisser. En 1850, les produits de cette industrie fournissaient les 2/3 de l'exportation de l'Angleterre (1) ; en 1870, la moitié seulement ; actuellement, pas plus de 37 o/o. En Allemagne l'industrie textile fournissait en 1900 un tiers de l'exportation ; en 1910, elle avait baissé jusqu'au cinquième. Pendant ce temps, l'exportation des machines était passée de 22 à 36 o/o. Ainsi nous voyons ici les mêmes lignes parallèles de développement que nous avons constatées pour l'agriculture et l'industrie. Tandis qu'une de ces lignes marque une tendance à la baisse, l'autre au contraire marque une tendance à la hausse.

Cette corrélation entre le capital variable et le capital constant nous apparaît de manière très évidente, si nous analysons la structure du capital d'un pays développé au point de vue industriel. Des 12 milliards de valeurs cotées aux bourses allemandes au moins de juin 1913, *10 milliards 633 millions* se rapportaient aux entreprises des *moyens de production*, et *810 millions* seulement à celles des *objets de consommation* (y compris l'industrie textile, l'indus-

(1) Karl Rattgen. — *Deutschland und England auf dem Weltmarkt. Schmollers Jahrbuch.* Heft. I. (1913).

dustrie alimentaire, la construction, la menuiserie, la production du cuir, etc.) (1). Cette suprématie du capital constant sur le capital variable implique des conséquences assez importantes. Tout d'abord, le rôle prépondérant des moyens de production dans la production capitaliste démontre que les marchandises de ce genre subissent une demande plus active, sans laquelle leur production ne serait plus avantageuse.

En d'autres termes, le marché des moyens de production est beaucoup plus constant que le marché des objets de consommation. Et ceci a pour conséquence : d'un côté, une plus grande constance des *prix*, d'un autre côté, une plus grande constance de la *rentabilité* des entreprises des *moyens de production*. Si nous examinons les 5 ans qui suivirent, en Allemagne, la crise de 1907, nous pourrons constater les faits suivants. Dans la production des *machines* la *rentabilité* oscillait entre 9, 7 et 9 o/o ; dans l'industrie chimique, entre 19,9 et 14,8 o/o ; dans la métallurgie, entre 13,7 et 11,6 o/o ; dans la production électrotechnique, entre 8,5 et 10 o/o (2). Durant cette même période, les sociétés par actions qui travaillaient dans l'agriculture avaient baissé leur rentabilité de 28 à 14 o/o (soit 14 o/o de perte) ; les filatures de coton, de 14,3 à 0,6 o/o ; l'industrie du papier, de 7,3 à 5,9 o/o ; les entreprises de théâtres et de concerts, de 2,4 à 1,3 o/o. Comme nous le voyons, les proportions de la rentabilité sont inférieures dans les industries des objets de consommation, et les oscillations y sont bien plus considérables, ce qui indique un marché beaucoup moins stable.

Une autre conséquence bien plus importante de la suprématie du capital constant sur le capital variable

(1) *Frankfurter Zeitung*, 9 juillet 1913.

(2) *Geschäftsergebnisse der deutschen Aktiengesellschaften 1907-1912*. Berlin.

se manifeste dans le fait suivant. Dans les branches d'industrie des moyens de production, la part du *travail humain* est en proportion moindre que dans les branches produisant des objets de consommation. Si nous prenons la totalité de la production, il est évident, dès le premier abord, que la part du travail de l'ouvrier dans le processus de production va en décroissant. Si le capital constant d'un pays quelconque surpasse en dimensions le capital variable, il est évident que l'importance du travail des machines croît par rapport à l'importance des ouvriers. Mais dans les industries des moyens de production, ce processus du rôle croissant des machines se produit avec plus d'intensité, pour la simple raison que dans ces industries à développement rapide, le *progrès technique* (qui comporte une importance croissante de l'*outillage* mécanique et permet de vendre à bas prix) est l'un des moyens les plus importants de la lutte pour l'existence. Dans les branches produisant des *objets de consommation*, au contraire, ce processus de *l'accroissement du capital constant* se produit plus *lentement*, le marché des objets de consommation étant beaucoup plus restreint.

Le perfectionnement technique n'est pas suffisamment stimulé, il n'y a pas de raison impérative pour remplacer le travail de l'homme par le travail de la machine, puisque la demande de la marchandise n'est pas de nature à nécessiter une augmentation considérable de la quantité des marchandises. Ceci est tellement vrai que, dans l'industrie des objets de consommation, la *productivité du travail* due à des causes techniques ne provoque en dernier lieu que des conséquences funestes à cette industrie. Dans l'industrie textile, par exemple, le rôle des machines est très considérable, et pourtant, la crise chronique de l'industrie textile en Europe est un fait aussi

universellement connu, que la crise de l'agriculture. En dehors des crises générales de surproduction, l'industrie textile a ses crises à elle. En 1907 la crise générale en Allemagne débuta par une crise de l'industrie textile. Les autres branches de la production ne subirent la crise qu'un an après. En 1911-12, quand la situation générale était encore bonne, l'industrie textile passa de nouveau par une crise de surproduction due à son excessive productivité. L'industrie du papier souffre d'une crise chronique pareille. La cause en est la perfection technique de son outillage. « Le problème de la vente est plus important que le problème de la production dans l'industrie du papier ». (1)

Le fait que le progrès technique dans les industries des objets de consommation est plus lent et que, par conséquent, *le nombre des ouvriers par rapport au capital investi* est moindre que dans les industries des *moyens de production*, est susceptible d'une preuve plus directe encore.

Par rapport au capital investi, l'ouvrier représente une dépense et rien d'autre. A ce point de vue, ces deux quantités — capital et ouvrier — sont tout à fait commensurables.

L'économiste allemand Richard Schüller a fait à ce sujet un travail très intéressant, en se basant sur les données du cens américain de 1905 (2). Il a calculé combien d'*ouvriers* consomment en moyenne *un million de dollars de capital* dans différentes branches de la production. L'échelle obtenue de cette manière est très caractéristique. Tout en haut, nous trouvons les robes de femme (1568 ouvr. par million de capi-

(1) Dr Salymonn. — *Die Notlage der Papierindustrie.* Dortmund, 1913.

(2) *Archiv für Socialwissenschaft und Socialpolitik*, Band. XXXIII 1911. — Richard Schüller.— *Die Nachfrage auf dem Arbeitsmarkt.*

tal), la production des chaussures (1220), la production des chapeaux (1020), des meubles (720), de la soie (720), la panification (660), l'industrie du livre (610), l'industrie textile (510).

Puis, toujours par degrès descendants, nous trouvons : machines à vapeur (430), bateaux (420), chemins de fer (380), machines électriques (350), industrie du fer et de l'acier (260), industrie chimique (200), explosifs (130), gaz (40).

Nous voyons donc que plus les branches de production s'éloignent de leur base naturelle — la satisfaction immédiate des besoins humains — moins elles consomment de travail humain.

Ce sont les machines qui font la plus grande partie du travail, mais pour produire d'autres machines. L'homme devient de plus en plus un supplément de la machine. Les dépenses du capitaliste pour l'outillage croissent, ses dépenses pour le travail humain diminuent. Dans la collaboration entre la machine et l'homme, l'homme et ses besoins cessent d'être un facteur déterminant ; ils sont déterminés par une multiplicité d'autres facteurs. Le capital assigne à l'homme ce que bon lui semble. L'essentiel est sa prospérité à lui.

Les parties du capital, dont le but est la satisfaction des besoins de l'homme, n'arrivent jamais à un plein épanouissement. Elles végètent dans l'ombre. Elles ont moins de perfection technique ; leur progrès est plus lent ; le prix de leurs produits ne peut pas baisser avec une rapidité pareille à ceux des industries créant ces monstres d'acier, qui dévorent du charbon, fournissent un travail ininterrompu, ne murmurent jamais et ne désirent point de repos. Ces monstres, il est vrai, ne sont pas immortels, mais l'industrie en crée toujours de nouveaux, trouvant à peine le temps de leur préparer leur nourriture. C'est si vrai que,

pendant la phase ascendante de l'industrie, *la demande du fer, du cuivre, du charbon* en dépasse toujours l'offre.

Les années qui suivirent la crise de 1907-1908 ont été des années d'un fort développement industriel. Et pendant tout ce temps, la consommation du fer, du cuivre, du zinc, de l'étain et du plomb par le marché capitaliste a progressé plus rapidement que la production de ces métaux. Les réserves accumulées pendant les années précédentes servaient à compléter la production. Voici les chiffres de l'année 1911 :

PRODUCTION MONDIALE (en tonnes)

| | *Cuivre* | *Etain* | *Plomb* | *Zinc* |
|---|---|---|---|---|
| | — | — | — | — |
| Production. . . . . . . . . . | 1.019.800 | 121.300 | 1.189.000 | 977.900 |
| Consommation . . . . . . . . | 1.010.200 | 128.000 | 1.198.200 | 987.500 |
| Valeur (en millions de mark) | 1.498 | 518 | 424 | 515 |

Pour l'acier, l'année 1912 fut une année de production maximum (1).

Le marché engloutit 6,5 de millons de tonnes d'acier, quantité qui n'avait jamais été atteinte jusque là. Et quand, en 1913, apparurent les premiers symptômes de la crise, la production du fer ne ralentit pas. Il en fut produit un million de tonnes de plus qu'en 1912, et le marché consomma entièrement ce surplus de production (2).

La production mondiale de la houille atteint approximativement un milliard de tonnes (d'après les données du *Board of Trade* pour l'année 1913).

(1) *Statistik des Kongresses der Metallgeseilschaft. der Metallbank und der metallurgischen Gesellschat in Frankfurt am Main.* 1912.

(2) *Stahlwerksverband. Bericht über das Geschaeftsjahr. 1912, 13.*

PRODUCTION MONDIALE DE LA HOUILLE
(en tonnes)

| | |
|---|---|
| États-Unis............... | 413.000.000 |
| Angleterre ............ | 271.000.000 |
| Allemagne............. | 158.000.000 |
| France.................. | 38.000.000 |
| Belgique................ | 20.000.000 |

Il faut ajouter qu'aux États-Unis, pays qui marche à la tête du développement capitaliste du monde, le machinisme joue un rôle bien plus grand dans la production de la houille que partout ailleurs. Et pendant que les États-Unis fournissent 2/5 de la production mondiale et l'Angleterre 1/4 seulement, le nombre des ouvriers employés aux États-Unis n'est que de 725.000, tandis qu'en Angleterre il est de 1.027.000, c'est-à-dire supérieur de 26 o/o.

Ce fait trouve son explication, si nous considérons qu'aux Etats-Unis chaque ouvrier extrait 618 tonnes de houille par an, tandis qu'en Angleterre il n'en extrait que 257 tonnes; *l'ouvrier américain* fournit donc au marché plus de *houille* que l'ouvrier anglais; il élargit le marché de la houille, tandis que *l'industrie américaine de la houille* consomme *moins d'ouvriers* (en chiffres absolus et relatifs) que l'industrie anglaise. Le marché de consommation ouvrière qu'elle crée est moins large que le marché correspondant en Angleterre. Il est évident que 1.027.000 ouvriers anglais consomment plus d'aliments, de vêtements, de mobilier que 725.000 ouvriers américains. Et nulle part le processus d'un *élargissement* simultané du *marché des moyens de production* et d'un *rétrécissement* du *marché des objets de consommation* ne se produit avec une intensité telle que dans les pays dont le capitalisme est en voie de développement. Il est évident qu'au cours de ce développe-

ment l'équivalence entre les deux parties du capital se trouve profondément troublée. Et puisque, dans la société capitaliste, il faut vendre pour pouvoir acheter — c'est-à-dire que le fabricant de machines doit vendre ses machines pour payer ses ouvriers et le fabricant de toile doit vendre sa toile pour acheter des machines — il se trouve que ces deux parties du capital doivent forcément s'échanger l'une contre l'autre. L'une de ces parties montrant une tendance à *la baisse* et l'autre à *la hausse*, un moment arrive où la *disproportion croissante* entre ces deux parties rend tout échange impossible.

La circulation des matières dans la société est troublée ; une partie du capital perd en valeur puisque la valeur du capital n'apparaît que dans l'échange. Une crise survient, et la crise est toujours suivie de la destruction d'une partie de la richesse matérielle de la société.

Ce n'est que quand la surproduction a été éliminée de l'organisme social que la production peut reprendre son cours normal. Chaque fois, la crise est suivie d'un nouveau cycle de production. Au point de départ de chaque cycle, l'antagonisme entre les deux parties du capital n'est pas aussi marqué qu'à la fin. Les deux branches de production, réduites par la crise aux proportions nécessaires, recommencent une collaboration paisible. Mais l'esprit de contradiction qui leur est inné, leur fait oublier leurs bonnes intentions, et elles recommencent à s'éloigner l'une de l'autre. Bientôt cette divergence a pour effet une entière impossibilité de l'échange. Telle est la *loi fondamentale de la production capitaliste*.

C'est pour cela que les crises sont inévitables (1).

---

(1) Tougan-Baranovski. — *Studien für Theorie und Geschichkte der Handelskrisen in Englond*. 1900.

La disproportion entre les deux parties du capital est la conséquence de la contradiction fondamentale de la production capitaliste. D'un côté, elle vise à la plus grande *productivité possible du travail* et tâche, par conséquent, de remplacer un facteur de la production — l'ouvrier — par un autre facteur plus productif -- la machine. D'un autre côté, l'ouvrier, comme consommateur, ne peut pas jouir de la productivité augmentée de son travail. Le marché lui offre des machines, du fer, de la houille, mais comme l'organisme humain ne s'est pas encore habitué à digérer ces produits, leur production augmentée ne profite en rien à l'ouvrier. Et comme la somme que le capital lui assigne pour l'achat de ses objets de consommation va toujours en décroissant, la production de ces articles devient une affaire de moins en moins avantageuse. Une branche de production travaillant pour un *marché* qui se *rétrécit de plus en plus*, n'a aucune raison d'augmenter sa productivité. C'est pour cela que les produits de cette industrie ont toutes les qualités de marchandises produites dans des conditions peu favorables. Ils sont *chers*.

De notre temps, personne ne se plaint de la cherté des cuirassés, des machines, des chemins de fer. Mais tout le monde se plaint du renchérissement de la nourriture, des vêtements et d'autres objets de première nécessité. Tous ces objets sont fabriqués dans des conditions défavorables, et c'est en cela que réside la cause fondamentale de la soi-disant « cherté de la vie ».

## II

## La cherté de la vie

La cherté de la dernière période économique (1903-1913) a été occasionnée par l'investissement des capitaux dans

*l'industrie de guerre.* Pourquoi l'industrie de guerre peut être considérée comme une forme du capital constant. Côtés par lesquels elle se distingue d'autres formes du capital constant. Insuffisance des explications particulières de la cherté. Réfutation de la théorie déduisant la cherté de l'augmentation de la quantité d'or (*théorie quantitative* de la monnaie). Urgence d'une *théorie générale de la cherté.*

Entre tous les phénomènes, qui précédèrent la guerre, celui qui répandit le plus d'agitation dans les esprits a été *la cherté de la vie.* On a construit beaucoup de théories ingénieuses pour expliquer ce phénomène. Toutes ces théories, plus ou moins empiriques, ont indiqué des causes plus ou moins superficielles ; mais personne n'a songé à relier la cherté aux conditions générales de la production capitaliste. Il était réservé à la guerre, en mettant à nu beaucoup de ressorts secrets, de jeter une clarté éblouissante sur les causes réelles de ce phénomène.

La cherté des objets de consommation durant la dernière période économique a été due au fait qu'une quantité énorme de capitaux avait été jetée dans *l'industrie de guerre,* qui a été la forme spécifique prise par le capital constant pour attirer à lui les forces productives. Cette assertion peut paraître paradoxale. Mais si nous analysons plus profondément le mécanisme de la production, nous trouverons que les dreadnoughts, les canons, les sous-marins peuvent très bien être classés comme *capital constant.*

Par capital constant on entend généralement les moyens de production qui ne sont pas destinés à la consommation immédiate et qui servent à garantir la continuité de la production. Il est tout à fait évident, qu'en ce qui concerne leur qualification négative les canons peuvent être rangés sous la catégorie du capital constant. Au premier abord, il est clair qu'ils ne servent pas à la consommation de l'homme, mais

que ce sont eux, au contraire, qui le consomment.

Les qualités positives de l'outillage de guerre nous permettent aussi de le classer dans le capital constant. Si nous désignons comme capital constant l'édifice de la fabrique qui préserve les machines et les hommes des effets de l'intempérie, nous pouvons de plein droit classer comme capital constant toutes les installations qui garantissent à l'économie nationale la liberté de son développement et la préservent des invasions ennemies. Si nous adoptons ce point de vue, nous pouvons dire que les forteresses qui défendent l'entrée d'un pays, les dreadnoughts qui rendent ses eaux inaccessibles, les canons qui servent à le défendre, les chemins de fer avec leur importance stratégique, font partie du capital constant d'un pays. C'est tout un ensemble d'installations matérielles qui ont pour but de défendre un certain système de production nationale et de lui garantir une pleine sécurité de développement.

Mais l'outillage de guerre peut être encore classé comme capital constant pour une troisième raison.

Les canons, les moteurs des dreadnoughts, les sous-marins sont des *machines*, c'est à dire des mécanismes qui économisent le travail humain et le remplacent par les forces de la nature. Si nous passons de la massue de l'homme primitif ou de l'arc qui lui servait à tirer, aux mécanismes techniques complexes du genre des canons Krupp ou aux sous-marins qui coulent les navires à distance, nous nous rendrons compte du long chemin parcouru par l'humanité avant qu'elle soit arrivée à des instruments de défense collective aussi compliqués. Caractérisée par les mêmes traits que l'industrie en général, l'industrie de guerre est régie par les mêmes lois.

Il est vrai que l'industrie de guerre possède certaines particularités, qui la distinguent d'autres bran-

ches de l'industrie. Tout d'abord, ses produits ne sont pas consommés par des individus, mais par l'*Etat*. Les fonds qui servent à payer ces produits ne sont pas puisés dans le revenu des particuliers ; c'est l'Etat qui les paye dans son *budget*. Mais le budget d'un Etat n'est qu'une des branches de son économie nationale. Les revenus de l'Etat proviennent, eux aussi, du travail, c'est-à-dire de ce qui, en général, sert de base à la richesse d'une nation. Les impôts peuvent être prélevés sur la consommation, sur le capital, sur le revenu, sur n'importe quoi, c'est toujours l'organisme vivant de la production nationale qui sert de base à l'imposition. Même les emprunts d'Etat, qui ne sont que des impôts prélevés plus lentement que les autres, ne peuvent être amortis que grâce au développement productif du pays. Dans la vie actuelle si complexe, les enchaînements des causes et des effets sont très longs ; mais celui qui raisonne sur les faits doit savoir trouver le commencement et la fin de ces enchaînements.

Il n'est donc pas nécessaire de soutenir qu'il y a une différence fondamentale entre l'industrie de guerre et les autres industries pour l'unique raison qu'elle poursuit d'autres buts et que c'est l'État qui donne un débouché à ses produits. Il est vrai que les produits de l'industrie de guerre sont consommés par l'État, mais cela ne l'empêche pas de produire du capital constant, et ce capital constant, comme tout capital constant, rétrécit le marché des objets de consommation.

Nous n'avons pas encore parlé de la consommation des hommes qui font la guerre ; mais, d'une part, le marché de consommation de l'armée n'a rien de particulier et, d'autre part, les armées de notre temps, malgré leur importance, jouent dans la consommation un moindre rôle que les ouvriers em-

ployés dans l'industrie. Ceci n'est pourtant vrai qu'en temps de paix. En temps de guerre, nous voyons *l'élargissement du marché pour l'outillage de guerre* (canons, dreadnoughts), et aussi *l'élargissement du marché de consommation* de l'ouvrier. En temps de paix, le soldat ne produit pas l'équivalent de sa consommation et sa consommation doit être prélevée sur la production totale. L'homme qui fait la guerre, qui dirige les instruments de guerre n'est pas un producteur en temps de paix.

En temps de paix on ne fait que créer le capital constant de la guerre. L'utilisation de ce capital se fait durant la guerre. C'est pour cela que le capital constant de guerre créé en temps de paix n'élargit point le marché pour les hommes qui travaillent ; comme ses pacifiques confrères, il rétrécit le marché pour ses producteurs.

La période qui *suivit la crise de 1907* a été une période *d'armements intenses* en Europe. Elle a été, comme toute période de création de capital constant, caractérisée par une *cherté* énorme des objets de consommation.

Lord Russell, parlant d'une conversation qu'il avait eue avec Gambetta, raconte que celui-ci lui dit, de la façon si vivante qui lui était familière, que « si les dépenses militaires continuaient à marcher du même pas, un jour arriverait, où les Français ne seraient plus qu'une nation de mendiants devant une rangée de casernes ».

En ce qui concerne l'appauvrissement de la nation, Gambetta s'est trompé. Les nations s'enrichissent. Mais si Gambetta avait vu l'accroissement des armements de ces dernières années et les révoltes des ménagères à propos du renchérissement des vivres, il aurait bien pu constater une corrélation entre ces deux séries de phénomènes : l'appauvrissement de

certaines classes de la société, la « baisse de leur puissance d'achat », comme disent les économistes, a été évidemment due au fait que les *forces productives avaient reçu une direction opposée à la consommation des masses.* Les dreadnoughts et les canons (que l'industrie crée au lieu d'augmenter la production du blé et de la pomme de terre) ne servent pas à l'organisme humain.

Il est clair que chaque phénomène de *portée générale* doit avoir des *causes générales.* Si la cherté a fait également souffrir l'Angleterre avec son libre-échange et l'Allemagne avec son protectionnisme, la France avec son agriculture encore considérable et les Etats-Unis presque entièrement industrialisés, les pays où le prix de la main-d'œuvre est élevé et les pays où la main-d'œuvre est à bas prix, il est clair que nous ne pouvons en chercher les causes ni dans le libre-échange, ni dans le protectionnisme, ni dans le coût de la main-d'œuvre. Il faut la chercher ailleurs, dans quelque chose qui soit commun à tous ces pays.

Néanmoins, les économistes qui traitaient de cette question, faisaient remonter la cherté aux causes les plus multiples et les plus particulières : Protectionnisme, baisse des facultés d'achat (1), hausse des salaires (2), diminution du salaire réel (3), accroissement de la population (4), hausse du coût de production (5),

(1) Gustav Schmoller. — *Neuere Arbeiten über Geldwertveraenderung und Preissteigerung.* (Schmollers Jahrbuch. Janvier 1913.)

(2) Levasseur. — *Salariat et salaire.* Paris 1909.

(3) Stephen Bauer et Irving Fisher.— *Preissteigerung und Reallohnpolitik.* (Annalen für soziale Politik und Gesetzgebung von Heinrich Braun, 1912.)

(4) Haaker.— *The course of prices* (Journal of the Royal Statistical Society. Décembre 1911).

(5) Eulenburg. — *Die Preissteigerung des letzten Jahrzehntes.* (Schmollers Jahrbuch, 1912).

baisse de la valeur de la monnaie (1), prépondérance des papiers des jeunes pays de l'Amérique latine sur le marché d'émission européen, industrialisation des Etats-Unis d'Amérique (2), etc.

Chacune de ces théories tâchant de donner l'explication de la cherté dans un cas particulier ignorait parfaitement le caractère général de ce phénomène. Tous les chemins conduisaient à Rome et les causes les plus diverses donnaient invariablement le même effet. Cependant il suffit de jeter un coup d'œil sur les statistiques publiées pour s'assurer de deux faits : 1°) la cherté se développe partout où existe *l'industrie capitaliste;* 2°) elle se développe de façon plus intense là *où le développement du capitalisme est plus intense.* Donc c'est un phénomène qui se développe parallèlement au capitalisme et la cause de ses particularités spécifiques réside dans les particularités spécifiques du capitalisme. L'analyse du chapitre précédent nous a révélé ces particularités spécifiques. C'est *l'accroissement du capital constant aux dépens du capital variable.*

Il est naturel que ce développement se produise de façon plus intense dans les pays où le capitalisme progresse avec plus de rapidité. Il n'est donc pas étonnant que les pays les plus « chers » soient les États-Unis, l'Allemagne, la Belgique, et que l'Italie, la France, la Russie, la Hollande occupent un rang beaucoup moins élevé. L'explication que nous donnons est d'autant plus valable qu'elle n'explique pas seulement la *généralité* du phénomène, mais aussi ses gradations dans les divers pays.

Voici les chiffres du *Board of Trade* sur le développement de la cherté de 1900 à 1912.

(1) Irving Fisher. — *The purchasing pawer of money.* 1911.

(2) V. A. Moukasseieff. — *La hausse du prix des marchandises.* Pétrograd, 1914.

| | 1900 | 1912 |
|---|---|---|
| | — | — |
| États-Unis ........ | 100 | 139 |
| Allemagne ........ | 100 | 130 |
| Belgique .......... | 100 | 128 |
| Russie............ | 100 | 121 |
| Italie ............. | 100 | 118 |
| France............ | 100 | 117 |
| Hollande.......... | 100 | 117 |

Les chiffres caractérisant le *chômage* nous démontrent que *ce renchérissement de la vie* était suivi par la *diminution* du *capital variable*, c'est-à-dire la diminution du nombre d'ouvriers employés dans l'industrie.

En Allemagne, pour 100 places vacantes, il se présentait, selon les données de la *Arbeitsmarkt correspondenz* :

A Kiel, 257 ouvriers ; à Dresde, 175 ; à Munich, 166 ; à Berlin, 155.

Parmi toutes les explications de la cherté que nous trouvons chez différents économistes, il en est une qui prétend à la même généralité que nous venons d'exposer et qui déduit le coût croissant de la vie de l'accroissement de la production de l'or durant ces dernières années. Nous examinerons ici cette explication, puisqu'elle a un caractère général, et aussi parce que c'est une théorie très ancienne et très répandue (ce qui prouve que certaines erreurs sont très profondément enracinées dans les esprits). Elle explique la hausse des prix par l'accroissement de la quantité de monnaie. On a vu renaître cette *théorie quantitative* de la monnaie toutes les fois que la production des métaux précieux a crû parallèlement à l'accélération générale de la vie économique. Et comme, depuis la découverte de l'Amérique et la révolution des

prix qui s'en suivit, il y a eu beaucoup de périodes d'accélération de la vie économique, on a vu renaître cette théorie bien souvent.

Son expression la plus simple se réduit à ceci : la quantité générale de l'or s'étant accrue, le prix de chaque marchandise exprimée en or a dû nécessairement s'accroître. Il est évident que dans ce cas tous les prix auraient dû subir un accroissement. Or, ce sont surtout les objets de consommation qui ont été atteints par la hausse. Voilà déjà une particularité que la théorie quantitative ne nous explique pas.

De plus *le prix de l'or* même aurait dû baisser, c'est-à-dire que tous les revenus, les salaires etc... auraient dû s'exprimer en quantité plus fortes de monnaie. Or, les économistes ne parlent pas de ce dernier phénomène en relation avec la hausse des prix.

Au contraire, des économistes allemands, bien versés dans la matière, comme Schmoller, soutiennent que l'*accroissement* de la *quantité de l'or* n'a pas dépassé les *besoins accrus des moyens de circulation* créés par le développement industriel intense de ces derniers temps, et même qu'il *n'a pas suffi à ces besoins*.

Tandis que la production des marchandises s'accroissait de 31 à 88 o/o, de 1900 à 1910, la production de l'or n'augmentait que de 35,3 o/o (1). Ceci nous explique l'intense besoin d'or des banques entre 1907 et 1912, ainsi que le développement du « clearing » à la bourse centrale de l'Europe, celle de Londres.

Ainsi des savants autorisés en cette matière soutiennent qu'il n'y avait pas *surabondance* mais *insuf-*

(1) D'après Sauerbeck (*Journal of the Royal Statistical Society*, 1900-1912) les prix, de 1900 à 1912, ont augmenté de 20 o/o, c'est-à-dire qu'il n'y a eu aucune corrélation évidente entre l'augmentation des prix et l'augmentaton de la production de l'or.

*fisance* d'or comme moyen de circulation. Si nous analysons cette théorie de la cherté, il ne faut surtout pas oublier, qu'on ne peut pas considérer une tranche de la production mondiale comme un phénomène à part, mais qu'il faut au contraire la rattacher à l'ensemble de la production.

Les prix n'ont pas augmenté, non parce que la production de l'or s'était accrue pour des raisons inconnues, mais au contraire la production de l'or s'était accrue parce que l'augmentation de la production en général nécessitait une quantité plus grande de moyens de circulation. La production de l'or devint avantageuse, puisqu'elle correspondait à un certain besoin du marché capitaliste. C'est pourquoi l'esprit d'entreprise et le travail humain s'orientèrent de ce côté. Il en a toujours été ainsi. L'activité de l'homme a, dans ce domaine, une certaine force d'adaptation empirique. Et ceci nous explique pourquoi, durant la période d'expansion industrielle qui commença en 1895, les pionniers du capitalisme se dirigèrent vers le Klondike pour arracher à la terre le précieux métal jaune et luisant. Pendant ce même temps, de grands espaces de terre en Amérique, qui ne convenaient qu'à la culture du coton, restaient inutilisés, malgré leur prix de vente très bas (1).

Il était évident que l'or (la forme la plus mobile du capital) correspondait à un besoin plus urgent de la vie économique que le coton. Les héros de Jack London, avec tous les caractères des époques héroïques primitives, sont tout aussi caractéristiques de cette nouvelle période de la domination de l'Amérique, que les personnages de Kipling pour la période de la suprématie économique de l'Angleterre.

Tout le courant qui se déversait dans le Klondike

(1) K. Pudor. — *Verbrauch und Ergaenzung der Rohmaterialienschaetze der Erde.* Schmollers Jahrbuch, Bd XXXV. Heft 4.

et l'exploitation plus intense des mines sud-africaines ont caractérisé une nouvelle période d'expansion industrielle.

Il n'y a qu'à voir les chiffres des *dividendes* des mines sud-africaines, qui sont aussi éloquents que *l'enrichissement fabuleux* des héros de Jack London, pour se persuader que la production de l'or ne fit que suivre le courant général de l'expansion économique. (Les dividendes des mines sud-africaines atteignirent de 504 à 688 st. par action.)

Mais hélas, *le capital variable* participa aussi peu aux avantages de la production augmentée de l'or, qu'à ceux des autres branches de la production. L'histoire des *grèves* sud-africaines parle un langage tout aussi éloquent que les chiffres des *dividendes*. A peine la production de l'or avait-elle augmenté, à peine était-elle devenue une grande industrie dans le sens propre du mot, qu'apparurent toutes les conséquences désastreuses d'un tel état de choses — *la cherté des vivres, l'insuffisance des salaires, les grèves, etc.* (1).

La production de l'or présente ceci d'intéressant que c'est peut-être l'unique cas de production où les deux parties du capital — le capital constant et le capital variable — se présentent comme des grandeurs homogènes, commensurables et prêtes à la consommation. L'or paye l'installation technique des mines, comme il paye la consommation de l'ouvrier.

Et pourtant, au sein de cette production, se reproduit, avec une rigueur effrayante, le processus de l'augmentation du capital constant aux dépens du capital variable, qui caractérise l'ensemble de la production.

(1) Tandis que le salaire n'était que de 4 shilling, la faculté d'achat d'une livre sterling était 2,5 fois moindre dans l'Afrique du Sud qu'en Angleterre. Les prix des appartements étaient trois et quatre fois plus élevés qu'en Angleterre.

Il est clair, qu'on ne peut pas chercher l'explication de la cherté dans la production de l'or, puisque la *production de l'or* même est régie par les lois qui créent la *cherté*.

Nous nous sommes arrêtés d'une façon aussi détaillée à cette théorie de la cherté, parce qu'en restant à la surface des faits elle crée un simulacre d'explication, tandis qu'elle nécessiterait une explication elle-même. En suivant un penchant de l'esprit pour le moindre effort, cette explication renaissait toutes les fois que le capital constant, en se développant sous quelque forme nouvelle, créait, comme conséquence nécessaire, *la cherté des objets de consommation*.

## III

## L'Allemagne et l'Angleterre

Trois périodes de cherté : 1850-1873, ou *période de la vapeur* comme force motrice (Angleterre) ; 1895-1905, ou période de l'*électricité* (Allemagne) ; 1908-1914, ou période de la prépondérance de l'*industrie de guerre* (Allemagne). L'Allemagne, jusqu'en 1860, est une colonie du *capital anglais*. En 1870 commence l'*expansion industrielle* de l'Allemagne. Le rythme de cette expansion est plus rapide qu'en Angleterre ; la *courbe* de la cherté y est plus *haute*. La *distance* entre les *crises* y est plus *courte*. Surproduction de capital constant. Le choc entre l'impérialisme allemand et l'impérialisme britannique n'était pas inévitable. Les deux pays ont des débouchés différents. Différence entre la *production allemande* et la *production anglaise*. Les deux pays étaient de bons clients l'un pour l'autre. Les capitaux allemands au service de l'industrie de guerre : conséquence de l'alliance entre la bourgeoisie et les hobereaux.

Pendant le siècle dernier, l'Europe a connu *trois*

périodes de cherté (1), et chacune de ces périodes a coïncidé avec une période de *développement* intense du *capital constant*. Ces périodes ont été caractérisées par des signes extérieurs très manifestes, qui permettent de les différencier nettement. La première période dont parlent les historiens de la cherté, et qui va de 1850 à 1873, est caractérisée par l'emploi de la *machine à vapeur*. La deuxième période, qui suivit une *dépression* industrielle très prolongée et caractérisée par de *bas prix*, va de 1895 à 1905. C'est celle de l'application de l'*électricité*. La troisième période, qui suivit presque immédiatement la deuxième et pendant laquelle la vague de la *cherté* atteignit son maximum, est caractérisée par un large investissement de capitaux dans l'*industrie de guerre*.

Si la production capitaliste est régie par la loi de l'*augmentation* de la productivité du travail et de l'exploitation plus intense des forces de la nature, on peut dire que les différentes phases du développement du capital constant ne représentent que des différences dans la façon d'utiliser les forces de la nature. Chaque nouveau degré de développement du capital constant marque un nouveau degré de productivité du travail, mais il marque en même temps une différence plus accentuée entre le capital constant et le capital variable. Pendant que l'*Angleterre* marchait à la tête du mouvement économique de l'Europe, le moteur technique le plus important, le moyen de production le plus répandu était la *vapeur*. La période de la prépondérance économique de l'Angleterre est donc la période de la vapeur.

En 1850, l'Angleterre achète à l'Allemagne du blé, des bestiaux et de la laine, et lui vend ses pro-

(1) Lescure. — *Hausse et baisse des prix*. Revue d'Économie politique. Juillet-Août 1912. — M. Lenoir. *Études sur la formation et le mouvement des prix*. Paris, 1913.

duits industriels. Plus encore. Le capital anglais colonise l'Allemagne. Les chemins de fer, les tramways, les fabriques sont construits en Allemagne avec des capitaux anglais. Ainsi l'Angleterre, en créant en Allemagne un outillage puissant de capital constant, se préparait un concurrent futur. Jusqu'en 1870, la suprématie de l'Angleterre est un fait incontestable et la cherté qui est la conséquence de la multiplication des *machines à vapeur* et de *la construction des chemins de fer* peut être mis entièrement sur le compte de l'Angleterre.

La période de 1873 à 1895 est une période de *baisse générale des prix*. C'est durant ce temps de stagnation économique que se prépare la future puissance économique de l'Allemagne. L'Allemagne commence à se créer une production de capital constant indépendamment de l'Angleterre. Sous l'influence de l'invention anglaise qui permet d'utiliser le fer allemand riche en phosphore, l'exploitation des mines allemandes devient plus intense. Les résultats de ce travail n'apparaissent que plus tard. En 1886 encore, la production allemande du fer n'atteint que la moitié de la production anglaise, mais en 1903 déjà, la production allemande a dépassé l'industrie du fer anglaise.

La guerre de 1870, qui crée l'unité politique de l'Allemagne et fertilise son industrie de la pluie d'or des milliards français, joue un rôle important dans cette transformation de l'Allemagne. La nouvelle *hausse des prix*, la nouvelle onde de la cherté commence en 1895 et dure jusqu'à 1905. Cette période est caractérisée par une grande expansion de *l'électricité* comme force motrice. Elle marque la *période allemande* dans l'histoire du développement du capital constant et en même temps la suprématie économique de l'Allemagne en Europe. Le rythme du mouvement

expansif allemand est plus accéléré que le rythme du développement économique anglais. On peut dire que cette accélération peut être mesurée par *la différence entre l'énergie motrice de l'électricité et l'énergie motrice de la vapeur*. Cette assertion ne peut être prouvée mathématiquement qu'avec difficulté. Mais il y a pourtant des symptômes purement objectifs, qui nous permettent de juger de la rapidité de l'accroissement du capital constant en Allemagne. Ce capital croissait avec une telle rapidité, se différenciait avec tellement d'énergie du capital variable, que les *crises*, durant la période de domination économique allemande, commencèrent à se succéder avec une bien *plus grande rapidité* que durant la période de la suprématie anglaise. Tandis qu'en Angleterre l'intervalle normal était de *10 à 11 ans*, en Allemagne il tomba à *6 ou 7 ans*. Les crises qui précédèrent la guerre se suivirent à une distance régulière de *6 ans*.

Après la crise terrible de 1901, une crise nouvelle éclata en 1906 et l'année 1913, qui précéda la guerre, était une année de crise foudroyante, apres la plus brillante expansion que l'Allemagne ait jamais connue dans son histoire économique.

La production, qui s'était accrue de façon inouïe, dépassait plus vite la *faculté d'absorption du marché*. Une partie de la production ne pouvait réaliser sa valeur. Il s'en suivait une crise générale de surproduction. Cependant la consommation n'avait pas du tout diminué de façon absolue ; au contraire, elle avait augmenté considérablement. On peut juger de cette augmentation de la consommation en considérant les chiffres du commerce mondial. De 29 milliards en 1860, ils étaient montés à 203 milliards en 1913. Mais l'accroissement du capital constant marchait d'un pas beaucoup plus rapide encore. Et parallèlement à cet accroissement diminuait la consommation

ainsi que la part du capital variable. Cette *diminution relative* de la consommation se traduisit tout d'abord par un renchérissement des objets de consommation. Ce dernier phénomène est si intimement lié au développement du capital constant qu'il en suit régulièrement toutes les phases.

C'est ainsi que la *période de cherté* de 1850 à 1873 coïncide avec la période *anglaise* de l'emploi de la *vapeur* comme force motrice, et que celle de 1895 à 1905, coïncide avec la période *allemande* de l'application de l'*électricité*. En outre les *oscillations de la cherté* suivent de très près les *oscillations* d'accroissement *du capital constant*. Durant les années de crises qui marquent un ralentissement du rythme de la production du capital constant, le renchérissement de la vie ralentit aussi.

Les seules années où il y eut une baisse relative des prix en Allemagne ont été les années 1902, 1903 et 1908, c'est-à-dire celles qui suivirent immédiatement les crises de 1901 et de 1907. L'Allemagne est le pays le plus typique de l'Europe pour le problème de la cherté. Elle n'y est dépassée que par les Etats-Unis d'Amérique. L'Angleterre reste en arrière de ces deux pays à développement rapide. Cela ne veut aucunement dire qu'elle soit moins riche ; cela prouve simplement que le mouvement d'expansion du capital constant n'y est pas aussi rapide. C'est justement ce mouvement plus lent du capital constant qui est, dans une plus large mesure que le libre-échangisme, cause de la moindre élévation de la courbe de la cherté en Angleterre qu'en Allemagne et en Amérique. Les courbes de la France et de l'Italie prouvent que ces deux pays n'ont connu qu'après 1908 la cherté qui caractérise la production moderne.

En tout cas, l'Allemagne était celui des pays d'Eu-

rope qui avait le plus fortement éprouvé les inconvénients d'une croissance trop rapide de la richesse nationale. Elle devait bientôt s'apercevoir que les facultés de consommation ne croissent pas proportionnellement à la production. Ne trouvant pas de placements avantageux pour ses capitaux à l'intérieur du pays, elle se mit à leur chercher des placements à l'étranger. Elle se mit à exporter ses capitaux, puisque le pays en était saturé au point qu'une augmentation de consommation paraissait tout à fait impossible.

La cherté à l'intérieur du pays était un symptôme menaçant qui montrait que l'équilibre entre les deux parties du capital — capital constant et capital variable — était perdu.

Quel remède la production trouva-t-elle à cette situation ? Accroître les « facultés de consommation » des classes inférieures comme le proposait Schmoller, c'était aller contre les intérêts du capital. Il ne restait donc qu'une voie : c'était de changer l'orientation qu'avait, jusque là, suivie le développement du capital constant. Naturellement le choix de cette nouvelle orientation n'a rien eu de conscient. C'est un processus qui, par sa force d'adaptation élémentaire, rappelle les processus de la nature organique. Pourtant on peut dire de façon décisive que si le capital constant, en Allemagne, s'est développé dans le sens de l'industrie de guerre, la cause en est essentiellement dans le rôle prépondérant joué en Allemagne par les classes féodales avec leur tendance naturelle pour l'art de la guerre, héritage historique du moyen âge.

Dès 1908, immédiatement après la crise, on assiste à un accroissement rapide des armements. L'attitude menaçante de l'Allemagne provoque un accroissement des armements dans les autres pays. L'historien futur de la guerre, pesant sur sa balance impartiale

les causes de cet événement, devra se dire, qu'un pays qui donna le premier à ses armements un caractère d'organisation capitaliste et qui mit son capital au service des féodaux guerriers, ç'a été l'Allemagne.

Un thème depuis quelque temps en vogue est celui de l'oppositon des deux impérialismes allemand et anglais. Pour trouver des fondements objectifs à la guerre, on dit que ces deux empires devaient se heurter nécessairement, puisque leurs intérêts étaient diamétralement opposés. Cette opinion comme toutes les opinions courantes, contient une forte dose d'exagération. On ne peut naturellement pas nier le fait d'une concurrence économique entre l'Allemagne et l'Angleterre, ni que l'Allemagne, dans ces derniers temps, avait pris le pas sur l'Angleterre. Mais ceci ne nous permet pas encore de conclure que l'Angleterre et l'Allemagne ne pouvaient pas vivre l'une à côté de l'autre et qu'elles devaient nécessairement se heurter et en venir aux mains. Elles avaient au contraire trouvé une forme très commode de condominium économique, elles pouvaient continuer à vivre de longues années encore sans se disputer le monde. D'abord, les clients de ces deux pays étaient très différents. Tandis que 3/5 des exportations totales de l'Allemagne (6 milliards de marks sur 10) se dirigeaient vers des pays *européens*, 3/5 des exportations *anglaises* allaient vers des pays situés *hors d'Europe*. (1)

En outre, il y avait une assez grande différence qualitative entre les marchés de ces deux pays. Leurs exportations reflètent de façon assez précise le degré de développement respectif de leurs industries. Ceci apparut nettement après le commencement de la guerre dans le fait suivant.

(1) En chiffres absolus les exportations de l'Allemagne et de l'Angleterre étaient à peu près équivalentes : 10 milliards de marks pour l'Allemagne ; 525.461.416 L. st., pour l'Angleterre.

Une semaine après la déclaration de guerre, le *Board of Trade* adresse à ses consuls en Asie et en Amérique l'ordre de lui transmettre, avec la plus grande rapidité et la plus grande précision possibles, des renseignements détaillés sur les maisons allemandes qui exportaient dans lesdites localités, sur la quantité et la nature des marchandises vendues, sur les prix, les conditions de paiement, l'escompte, les goûts locaux, etc., etc. Cette quantité énorme de renseignements fut classée et systématisée par le *Board of Trade* pour être communiquée aux maisons anglaises. Quel en fut le résultat ? Il se trouva que, dans plusieurs branches, les fabriques anglaises pouvaient avantageusement se substituer aux fabriques allemandes, notamment dans l'industrie textile (laine, coton, soie) et celles du fer et de l'acier mi-ouvrés. Mais il apparut comme impossible de remplacer l'Allemagne dans les *produits finis* de la *métallurgie* dont elle avait fait sa spécialité. De même, la substitution de fabricants anglais aux fabricants allemands dans la production du *matériel électrique* apparut comme extrêmement difficile.

De plus, l'Angleterre pouvait très bien remplacer l'Allemagne dans l'industrie chimique, dans la production de certaines machines, comme les locomotives et les automobiles, et enfin dans l'industrie du caoutchouc, mais cette adaptation à de nouvelles fins aurait demandé un temps plus ou moins prolongé.

Tous ces faits indiquent qu'en temps de paix l'industrie anglaise ne pensait même pas à disputer certains marchés à l'Allemagne. Ainsi l'exportation allemande des *produits chimiques* comme celle des *produits électrotechniques* — deux branches maîtresses de l'industrie allemande — se faisaient principalement dans des pays d'Europe (France, Angleterre, Russie, Italie, Autriche, Suisse, Belgique) tandis que l'expor-

tation anglaise était principalement destinée à des pays situés hors d'Europe, notamment aux colonies anglaises.

Dans l'Amérique du Sud, au Mexique, à Saint-Domingue, au Guatemala et en Argentine, l'exportation des deux pays était presque égale (1).

Mieux encore : les *deux pays* étaient l'un à l'autre leur *meilleur client*. Le temps où l'Allemagne était une espèce de colonie anglaise, exportant en Angleterre du blé et de la laine et important des produits manufacturés anglais, était passé depuis longtemps. Avant la guerre l'Allemagne et l'Angleterre échangeaient des produits manufacturés, et les deux pays s'étaient si bien partagé la besogne que chacun d'eux produisait ce qui manquait à l'autre.

Sur la liste des pays d'exportation anglaise, l'Allemagne occupait le deuxième rang. Elle venait immédiatement après les Indes. L'exportation anglaise en Allemagne égalait en valeur son exportation dans ses colonies. L'Allemagne, a elle seule, consommait autant de marchandises anglaises que la France et la Russie ensemble. De 1907 à 1911, les exportations anglaises s'étaient accrues de trois milliards, dont un dizième pour l'exportation en Allemagne.

Le premier client de l'exportation allemande était l'Angleterre.

En 1911, l'Allemagne exportait en Angleterre pour 1.226 millions et l'Angleterre exportait en Allemagne pour 977 millions (2). En outre, l'Allemagne *importait* plus des *colonies anglaises* qu'elle n y *exportait*. Ces colonies étaient le réservoir où l'Allemagne puisait les *matières premières* dont elle avait besoin. C'est ainsi

(1) K. Rathgen. *Deutschland und England auf dem Weltmarkte.* Schmollers Jahrbuch. Jahrgang XXXVII. Heft I, 1913.

(2) *Op. cit.*, p. 12.

qu'en Allemagne on importa, des colonies anglaises, pour 1.460 millions, et que ses exportations dans tout l'empire britannique s'élevèrent à 1.788 millions.

Nous voyons donc qu'il n'existait point une opposition d'intérêts assez aiguë pour justifier la nécessité d'une guerre. Au contraire, il y avait plutôt harmonie économique entre les deux pays. Le développement de l'un était conditionné au développement de l'autre. Chacun d'eux offrait à l'autre un marché hospitalier.

En outre, il restait à l'Allemagne encore beaucoup de travail intérieur à faire, pour rejoindre définitivement l'Angleterre. Éblouie par la rapidité de son ascension, elle ne pensait qu'à disputer la primauté à l'Angleterre.

Elle semblait oublier que l'Angleterre restait pourtant le pays le plus *riche*, avec les fonds économiques les plus solides. Tandis que la fortune nationale de l'Allemagne s'élève, selon les calculs de Helfferich, à 300 milliards de marks pour 68 millions d'habitants, l'Angleterre se trouve en possession de 340 milliards pour 45 millions d'habitants. Ce qui donne, comme richesse industrielle moyenne, 7.555 marks pour l'Angleterre et seulement 4.545 marks pour l'Allemagne.

En outre, les exportations anglaises surpassaient en valeur les exportations allemandes.

EXPORTATION MOYENNE INDIVIDUELLE

| | 1890 | 1911 | Augmentation |
|---|---|---|---|
| Angleterre | 144 | 205 | 61 |
| Allemagne | 68 | 123 | 55 |

Ainsi, dans le domaine purement économique, il restait encore à l'Allemagne beaucoup à faire pour rejoindre pleinement sa concurrente. Son intérêt vital

réclamait donc un développement économique plus intense et non une guerre sanglante. Après les crises de 1901 et de 1907, elle pouvait et devait donner une nouvelle orientation à ses forces économiques. Elle pouvait et devait les diriger vers la création de formes nouvelles de capital constant, capables d'assurer sa prépondérance économique en Europe.

Si elle ne le fit pas, si elle préféra mettre ses capitaux dans les branches de production qui n'augmentaient point la productivité du travail, si elle donna sa préférence aux industries uniquement destinées à alimenter la guerre, il faut en chercher la cause dans l'étrange structure de l'Etat allemand, dans cette fusion intime des féodaux belliqueux et de la grande bourgeoisie, qui imprime sa physionomie particulière à l'Allemagne moderne et qui l'a poussée dans la voie du capitalisme guerrier.

Cette alliance entre la bourgeoisie et le féodalisme, cette union entre le principe de l'ancien régime et les forces motrices de l'ordre actuel, fut la cause des armements intenses de l'Allemagne, lesquels provoquèrent un accroissement d'armements dans les autres Etats. On aurait pu croire que la guerre appartenait au passé et qu'entre les grands Etats européens, il ne pouvait être question que de concurrence économique. Mais l'Allemagne a mis son capital au service de cette force des temps passés et a ainsi interrompu la marche ascendante du progrès. Toutes les pertes improductives de forces et de capitaux, qui ont fini par amener la guerre, peuvent être délibérément mises sur le compte de l'Allemagne.

ANNA-VÉRA EISENSTADT.

*(à suivre)*

# L'Instruction publique et la Guerre

Sous ce titre, M. Albert Sarraut, (1) qui fut ministre de l'Instruction publique dans le cabinet Viviani, vient de réunir les circulaires qu'il a écrites et les discours qu'il a prononcés pendant son ministère. C'est un ensemble documentaire important pour l'histoire de l'Université francaise pendant la guerre.

*
* *

En octobre 1914, quand les écoles rouvrirent, les difficultés étaient grandes. Le personnel enseignant était raréfié par la mobilisation. La fuite devant l'invasion avait augmenté la population des écoles qu'on rouvrait. Beaucoup d'écoles étaient partiellement ou totalement occupées par des troupes de passage ou par des formations sanitaires.

On s'arrangea comme on put ; mais on s'arrangea, et en somme, après quelques semaines de flottement, les services étaient assurés. Dans les écoles primaires, on fit appel aux instituteurs retraités et aux nombreuses jeunes filles diplômées qui n'avaient pu, avant la guerre, obtenir d'être chargées des fonctions auxquelles elle étaient préparées. Dans l'enseignement secondaire, on fit appel aussi aux anciens pro-

---

(1) Albert Sarraut. — *L'instruction publique et la guerre*. Paris, Didier, 1916. 1 vol. in-16 de XXXII - 266 p.

fesseurs, aux personnes diplômées n'appartenant pas à l'enseignement, à celles qui avaient la pratique des langues étrangères ; des femmes furent nommées dans l'enseignement des garçons. On comprima enfin un peu les services, et tout alla aussi bien que possible — côté enseignement. Côté internat — ce fut moins facile : les hôpitaux continuaient et continuent encore d'occuper une grande partie des dortoirs. On se serra un peu et on organisa, pour le surplus, de ces petits internats familiaux qui étaient la règle, sans qu'on s'en plaignît, dans plusieurs pays étrangers.

Cette réorganisation rapide n'a pas été sans surcharger le personnel. Il a pris la surcharge volontiers, comme en témoignent les rapports de ses chefs, comme en témoignent aussi ses journaux et ses revues. Il en ressort clairement que ceux qui n'ont pas eu à servir leur pays sur les champs de bataille ont voulu suppléer autant qu'ils pouvaient à l'absence de ceux qui avaient été mobilisés. Les pertes si nombreuses faites par l'enseignement à tous les degrés dictaient, à ceux qui étaient restés dans leurs fonctions, d'impérieuses obligations qu'ils ont acceptées sans réserve.

On ne saurait assez dire quels services ont rendus à cet égard les associations professionnelles, amicales et syndicats. Ces institutions, que l'administration n'avait jadis pas vu sans quelque inquiétude se multiplier et grandir, et qui étaient, pendant la paix, des instruments nécessaires de cohésion, d'entr'aide et de lutte, sont devenus, pendant la guerre, d'indispensables organes de coordination et de vrais laboratoires de dévouement.

Cruellement décimé par la bataille, le corps des instituteurs et des professeurs sortira grandi de la guerre ; ses détracteurs les plus passionnés en ont dû convenir. Mais grandies aussi seront ses organisations